

# Retour à la semaine de 4 jours : un exemple du rôle important du SNUipp-FSU 66



Selon une enquête Harris Interactive menée pour le Snuipp auprès de 24000 enseignants en France, un sur deux seulement est favorable au passage à la semaine de quatre jours et demi. Et si les chiffres départementaux ne sont pas encore connus, Jérôme Guy, secrétaire départemental Snuipp « est prêt à parier que le taux atteint 80% ». Il se base sur les résultats de la consultation départementale qui, au début des années 2000, avaient conduit les Pyrénées-Orientales à passer à la semaine de quatre jours. « 80% des enseignants, mais aussi des parents d'élèves et des municipalités étaient pour la suppression de la demi-journée de classe, à l'époque le samedi matin », rappelle-t-il. En contrepartie, les

Alors que la semaine de classe pourrait passer à quatre jours et demi, le syndicat annonce qu'il s'y opposera. Il ne croit pas que ce projet soit favorable aux enfants. « Il est établi que le congé du week-end étant trop long, la reprise du lundi est difficile pour les enfants. Si, comme le ministre le dit, cette réforme doit profiter au rythme des élèves, alors il faut réfléchir plutôt le samedi matin. Pourtant, le ministre annonce plutôt des cours le mercredi matin », constate Grégory Raynal, responsable au Snuipp66. Par ailleurs, la réforme devrait réduire le nombre d'heures de cours en fin de journée. « Se pose alors un problème d'organisation pour les municipalités comme pour les enseignants », reprend Jérôme Guy bien déci-

Les retours que nous avons actuellement sont quasi-unanimes : la coupure du mercredi est vécue comme une amélioration significative des conditions de vie de l'immense majorité des collègues.

Depuis l'instauration de la semaine à 4 jours et demi par Vincent Peillon en 2013, le SNUipp-FSU 66 n'a cessé de multiplier les interventions pour critiquer une mesure inefficace, inégalitaire et génératrice de fatigue supplémentaire pour les élèves comme pour les enseignants. Le syndicat majoritaire a pointé régulièrement un absentéisme important le mercredi matin comme le vendredi matin, notamment en maternelle et dans certains territoires correspondant souvent aux zones les plus fragiles.

Les représentants du SNUipp-FSU 66 ont été bien seuls, dans les instances paritaires (CAPD, CDEN, comité de suivi des rythmes ...), à critiquer une réforme plébiscitée par le SE-UNSA, la FCPE, les DDEN et la quasi-totalité des élus.

Combien de fois le SNUipp-FSU 66 fut accusé d'être « corporatiste » et « peu soucieux de l'intérêt des élèves »... ?

Contre l'ensemble de la communauté éducative du département, mais toujours avec le soutien d'une majorité de collègues, le SNUipp-FSU n'a pas dévié : le syndicat majoritaire dans le 1er degré a organisé manifestations, pétitions, conférences de presse, interventions dans les écoles en soutien des collègues.

La première satisfaction fut le report d'application à la rentrée 2014 de la nouvelle loi pour toutes les communes du département, exceptée Corneilla del Vercol.

Parallèlement le SNUipp-FSU 66 a milité à Paris auprès de la direction nationale du SNUipp-FSU pour exiger l'assouplissement de la réforme Peillon. C'est le SNUipp-FSU qui a obtenu, après d'âpres négociations, la rédaction du décret Hamon permettant de libérer le vendredi après-midi !

Aujourd'hui, le département des Pyrénées-Orientales est un des rares départements dont toutes les communes fonctionnent à 4 jours.

100% ! Un chiffre qui reflète l'état d'esprit des collègues (mais aussi des parents d'élèves) et qui témoigne de la légitimité de la bataille engagée par le SNUipp-FSU 66 dès 2012.

Une victoire qui montre combien la persévérance et la conviction d'une organisation syndicale majoritaire peut avoir un effet positif sur le fonctionnement des écoles et les conditions de travail des personnels ...

Une victoire qui doit en appeler d'autres ...



Avec le SNUipp-FSU, sortons la tête de l'eau.

Changeons l'école, votons !



## DOS RYTHMES SCOLAIRES : une réforme qui fait débat

Loin de faire l'unanimité dans le département, la "semaine à 4 jours et demi" inquiète enseignants, parents d'élèves, mais aussi élus. Une table ronde était organisée.



Le retour de l'école le mercredi matin n'est pas du goût de tous. Photo: Marie-Claire

Elle devient les 24 heures de cours hebdomadaires afin de réduire la fatigue des élèves et favoriser les apprentissages, tel est l'objectif du retour à la « semaine de quatre jours et demi » en primaire prévu à la rentrée 2013. Un projet qui inquiète pourtant plus qu'il ne rassure. Mardi dernier, enseignants, parents d'élèves et élus se sont réunis autour d'une table ronde organisée à l'initiative du SNUipp (Syndicat national unitaire des instituteurs professionnels des écoles et collèges) dans le but d'échanger leurs préoccupations et leurs points de vue.

1 **Premier inconvénient : des enfants fatigués**  
Principal argument avancé par le gouvernement pour justifier la nécessité de cette réforme, la question de l'intérêt de l'enfant laisse dubitatif la communauté éducative et les parents d'élèves du département. Les enseignants sont inquiets : « Dans quel état seront nos élèves le vendredi matin ? ». Poser de « 4 jours à 4 jours et demi

2 **Ce que proposent les enseignants**  
Pour la communauté éducative, la vraie problématique n'est pas le rythme scolaire, mais les classes surchargées. « C'est le nombre d'enfants par classe qui inquiète les enseignants, insiste le directeur d'une école à Elze. Quand on arrive à débiter une dizaine, on voit les difficultés ». De plus, si effectivement, l'emploi du temps n'est pas adapté, « on aurait pu réorganiser les enseignements en prenant en compte plusieurs intervenants. Avec par exemple, les maternelles et les français à des horaires où la concentration de l'enfant est importante.

3 **Des contraintes pour les parents**  
Du côté des parents, l'emploi du temps risque aussi de s'alourdir et le portefeuille de s'alléger. « Les parents s'organisent actuellement sur la journée entière, précise une élève de Villelongue-de-la-Montagne. Qui viendra récupérer les enfants le mercredi midi ? Qui les fera déjeuner ? ». Jérôme Guy, secrétaire départemental du SNUipp, évoque également l'impact financier : « Nous sommes souvent garantis par ce temps périscolaire qui va s'ajouter soit gratuit pour les familles ? ».

4 **Un coût pour les collectivités territoriales**  
A la mairie d'Elze, le calcul est déjà fait. « Il faudra recruter 12 personnes pour faire face à la réforme, indique le directeur de cabinet du communiste Nicolas Garcia. La question de la gratification sera vite tranchée, soit on sera obligé de faire payer les parents, soit on augmentera les impôts. On ne pourra pas faire autrement. C'est un choix, non seulement il ne faut pas qu'elle soit appliquée, mais il faut qu'on la combatte ».

« C'est encore une fois les élus qui vont devoir décider », lance TUMP Gilles Fosson. Les maires des communes doivent en effet se positionner avant le 1er mars, soit pour une application de la réforme dès la rentrée 2013, soit pour la décaler en 2014. Et le maire de Bataux, d'annoncer qu'il interviendra auprès de l'Association des maires des P.-O. pour l'organisation d'un « débat démocratique afin que nous positionnerons une délibération ». Précise que le débat est loin d'être tranquille.

Photo: Marie-Claire

Photo: Virginie Privat

Photo: Virginie Privat



### DROIT DE REPONSE



Les professeurs des écoles tiennent à leur coupure en milieu de semaine. Ph. R.

Suite à notre article du 6 décembre intitulé « Rythmes scolaires : seulement pour le bien des enfants ? », le SNUipp-FSU 66 nous demande d'intégrer ce droit de réponse.

Dans l'article paru le vendredi 6 décembre pour rendre compte de la forte mobilisation des professeurs des écoles, ces derniers sont qualifiés « d'instits égoïstes... qui défendent leur mercredi chômé. »

Oui, une grande majorité d'enseignants ne souhaite pas travailler le mercredi matin. Pour quelle raison ? Ce métier est un métier pénible : prendre en charge une classe hétérogène, trop souvent à effectifs chargés, nécessite un investissement et une énergie de tous les instants. La coupure du mercredi est salutaire, permettant un temps de repos et une prise de distance à l'égard des préoccupations professionnelles toujours plus nombreuses. Est-ce un crime de le revendiquer ? Cette coupure a toujours existé ? Est-ce inconcevable de voir les organisations syndicales œuvrer pour défendre de meilleurs conditions de travail pour les salariés ? Est-ce déraisonnable de penser que des enseignants moins fatigués soient davantage disponibles et attentifs pour leurs élèves ?

sondage de l'institut indépendant Harris Interactive vient de révéler que 80% des enseignants considèrent que cette réforme n'est pas bénéfique pour les enfants. Rallonger les temps de garderie va accroître la fatigue des élèves qui resteront plus longtemps encore à l'école. Instituer des activités payantes va rompre le principe de gratuité et creuser davantage les inégalités sociales et territoriales. Ce sont aussi, et surtout, pour ces raisons qui n'ont rien d'égoïstes, que les enseignants du 1er degré continuant à manifester leur désapprobation. Plutôt que de jeter la suspicion sur une profession, mieux vaudrait mécontentement et de la colère qui gagnent les écoles. Une profession dont l'autorité est régulièrement mise à mal par des demandes de justifications incessantes émanant de la hiérarchie, de certains usagers ou partenaires. Une profession à qui on demande de résoudre tous les problèmes de la société. Une profession mal rémunérée dont le salaire se situe en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Une profession dont les moyens d'action ont été rognés par des suppressions massives de postes... Une profession dont on souhaiterait que le professionnalisme et le sens du service public soient parfois mis en



Le syndicat d'instituteurs Snuipp a fait le point sur les conséquences de la réforme instituée en 2014 lors de son récent congrès départemental.

Focus sur les effets néfastes de la réforme des rythmes scolaires

Le congrès départemental du Snuipp, qui recensait 500 adhérents parmi les 2300 enseignants du premier degré des P.-O., s'est tenu jeudi et vendredi à Claira.

Le congrès, les effets néfastes de la réforme des rythmes scolaires ont été au cœur des débats. Selon le syndicat, la nouvelle loi instituant la semaine de quatre jours et demi se en œuvre des nouveautés périscolaires (NAP), qui incombent aux municipalités, a engendré un regain de tension entre communes et écoles. « Les mairies ont tendance à vouloir imposer leurs horaires », dénonce ainsi l'un des coordinateurs du Snuipp66, Jérôme Guy. L'exemple de la com-

raité de fournir la pharmacie et les cadences de Noël distribués en maternelle », révèle l'une des autres responsables du Snuipp66, Virginie Privat.

La réforme a-t-elle au moins atteint son objectif, qui était d'alléger les journées des écoles ? « Non », répond la troisième secrétaire du syndicat, Audrey Correge. Les journées des enseignants sont toujours longues. Les parents travaillent. Ils ne peuvent pas venir les chercher plus tôt.

Fort de ce constat, le Snuipp66 demande que les écoles qui le souhaitent puissent revenir à la semaine de quatre jours avec repos le mercredi. Quitte à rogner un peu sur les grandes vacances.

« Dégâts collatéraux »  
Et ce n'est pas tout. Entre le coût de la réforme et la baisse des dotations, les communes sont obligées de faire des choix. « La mairie de Perpignan a par exemple annoncé qu'il comptait de la ren-